

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1970 Nr. 2

---

---

A. TITEL

*Langlopende Handelsovereenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden, het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg, enerzijds, en de Volksrepubliek Polen, anderzijds, met Protocollen en bijlagen; Warschau, 22 augustus 1967*

B. TEKST

De tekst van de Overeenkomst, met Protocollen en bijlagen, is geplaatst in *Trb.* 1967, 159.

C. VERTALING

Zie *Trb.* 1967, 159.

D. GOEDKEURING

Bij brieven van 22 februari 1968 (Bijl. *Hand.* I 1967/68, nr. 67, en Bijl. *Hand.* II 1967/68 – 9523 (R 637), nr. 1) is de Overeenkomst, met Protocollen en bijlagen, in overeenstemming met artikel 60, lid 2, en op de voet van artikel 61, lid 3, van de Grondwet overgelegd aan de Eerste en de Tweede Kamer der Staten-Generaal en in overeenstemming met artikel 24, eerste lid, van het Statuut voor het Koninkrijk aan de Staten van Suriname en aan de Staten van de Nederlandse Antillen.

De toelichtende nota die de brieven vergezelde, is ondertekend door de Minister van Economische Zaken a.i. DE JONG en de Minister van Buitenlandse Zaken J. LUNS.

De goedkeuring door de Staten-Generaal is verleend op 4 april 1968.

### E. BEKRACHTIGING

In overeenstemming met artikel XII van de Overeenkomst hebben de volgende Staten een akte van bekrachtiging of goedkeuring van de Overeenkomst, met bijbehorende Protocollen en bijlagen, nedergelegd bij de Poolse Regering:

het Koninkrijk der Nederlanden (voor het gehele Koninkrijk) .....	15 juni 1968
Polen .....	26 juli 1968
België (mede voor Luxemburg) .....	20 november 1969

### G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst, met Protocollen, zijn ingevolge artikel XIV, eerste lid, van de Overeenkomst, juncto het gestelde in de voorlaatste alinea van de Protocollen, op 20 november 1969 in werking getreden voor het tijdvak tot 1 januari 1970, met terugwerkende kracht te rekenen van 1 januari 1967 af. Vervolgens is de Overeenkomst stilzwijgend verlengd tot 1 januari 1971.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, geldt de Overeenkomst, met Protocollen en bijlagen, ingevolge artikel XIII voor het gehele Koninkrijk.

### J. GEGEVENS

Zie *Trb.* 1967, 159.

Bij brieven van 4 december 1967 (Bijl. *Hand.* II 1967/68 - 9420 (R 624), nr. 1) is de Overeenkomst, met Protocollen en bijlagen, in overeenstemming met artikel 60, lid 2, van de Grondwet en artikel 24, eerste lid, van het Statuut voor het Koninkrijk medegedeeld aan de Eerste en de Tweede Kamer der Staten-Generaal, aan de Staten van Suriname en aan de Staten van de Nederlandse Antillen.

Op 26 april 1968 is te 's-Gravenhage een Proces-verbaal inzake de onderhavige Overeenkomst ondertekend.

De tekst van het Proces-verbaal luidt als volgt:

#### **Procès-Verbal**

Du 8 au 11 avril et du 22 au 26 avril 1968 des négociations ont eu lieu à La Haye entre une Délégation de l'Union Economique Benelux et une Délégation de la République Populaire de Pologne, constituées en Commission Mixte en vertu de l'Article X de l'Accord commercial à long terme entre l'Union Economique Benelux et la République Populaire de Pologne, signé à Varsovie le 22 août 1967, dénommé ci-après „Accord commercial”.

1. A l'occasion de ces négociations il a été procédé à un examen détaillé du développement des relations commerciales entre l'Union Economique Benelux et la République Populaire de Pologne pendant

l'année passée et l'année en cours. Les Délégations ont constaté qu'au cours de cette période l'évolution des échanges a été favorable.

2. Les Délégations constatent que pour l'année 1968 le Protocole II annexé à l'Accord commercial, ainsi que toutes les lettres annexées au même Accord, (sauf celle relative à la coopération économique industrielle et technique dont les objectifs ont été atteints entretemps) restent en application.

3. Les Délégations sont convenues de proposer à leurs Autorités respectives:

- a) de continuer à favoriser dans toute la mesure du possible les échanges commerciaux entre leurs territoires, en appliquant dans le cadre des réglementations internes en vigueur, un régime aussi libéral que possible, conformément aux dispositions de l'Accord commercial, ainsi qu'en application de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce, conformément aux dispositions du Protocole d'accession de la Pologne au dit Accord.
- b) de continuer de développer dans toute la mesure du possible les échanges commerciaux entre leurs territoires, même au delà des contingents en vigueur, dans la mesure où la situation le permet.

4. En outre les Délégations sont convenues de proposer aux Gouvernements respectifs de réunir, en temps opportun, si possible vers la fin de l'année 1968 ou au début de l'année 1969, la Commission Mixte prévue à l'article X de l'Accord commercial en vue d'examiner l'application dudit Accord et de proposer les mesures susceptibles de favoriser le développement des échanges entre leurs territoires pour l'année 1969.

Fait à La Haye, le 26 avril 1968, en triple original, en langue française, les trois textes faisant également foi.

*Le Président de la  
Délégation de l'Union  
Economique Benelux,*

(s.) R. VERHAGEN

*Le Président de la Délégation  
de la République Populaire  
de Pologne,*

(s.) DLUGOSZ

---

Bij de ondertekening van hogergenoemd Proces-verbaal werden eveneens op 26 april 1968 te 's-Gravenhage tussen de voorzitters van de Beneluxdelegatie en de Poolse delegatie brieven gewisseld, waarvan de tekst als volgt luidt:

Nr. I

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION  
DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE  
DE POLOGNE

La Haye, le 26 avril 1968.

Monsieur le Président,

Au cours des pourparlers de la Commission Mixte qui ont abouti à la signature du Procès-Verbal en date de ce jour, la Délégation polonaise a soulevé une fois de plus les difficultés résultant de l'activité des commissions de contrôle de prix de produits textiles importés de la Pologne.

La Délégation polonaise a aussi souligné que d'après son avis l'Accord commercial à long terme entre la République Populaire de Pologne et l'Union Economique Benelux, signé le 22 août 1967, ainsi que le Protocole d'accession de la Pologne à l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce, offrent des garanties suffisantes dans le domaine des prix.

Je vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir soumettre ce point de vue de la Délégation polonaise aux Autorités compétentes de l'Union Economique Benelux.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(s.) DLUGOSZ

*A Monsieur le Président de  
la Délégation de l'Union  
Economique Benelux,  
à La Haye.*

Nr II

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION  
DE L'UNION ÉCONOMIQUE BENELUX

La Haye, le 26 avril 1968.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser la réception de votre lettre en date de ce jour libellée comme suit:

(zoals in Nr. I)

Je vous ai signalé à cette occasion que le contrôle des prix est jugé indispensable pour sauvegarder les intérêts vitaux de certains secteurs de l'industrie textile.

Je confirme que je ne manquerai pas de soumettre le point de vue de la Délégation polonaise aux Autorités compétentes de l'Union Economique Benelux.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(s.) R. VERHAGEN

*A Monsieur le Président  
de la Délégation de la  
République Populaire  
de Pologne  
à La Haye.*

---

### Nr. III

#### LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE

La Haye, le 26 avril 1968.

Monsieur le Président,

Au cours des pourparlers de la Commission-Mixte qui ont abouti à la signature du Procès-Verbal en date de ce jour, j'ai eu l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit:

Les aliments préparés exclusivement pour animaux, à base de pommes de terre et de betteraves sucrières, classés comme tels sous la position 23.03 respectivement 23.06 du tarif douanier, sont depuis plusieurs années importés traditionnellement par la Pologne dans le Benelux.

Vu l'importance que ces produits représentent dans l'ensemble des exportations polonaises vers les pays du Benelux, la Délégation polonaise insiste pour que les conditions actuelles de l'accès des produits en cause au marché des pays du Benelux ne soient pas changées au détriment des intérêts des exportateurs polonais.

En attirant votre attention sur ce problème, je vous saurais gré de bien vouloir le soumettre à l'examen bienveillant des instances compétentes du Benelux.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(s.) DLUGOSZ

*A Monsieur le Président  
de la Délégation de  
l'Union Economique Benelux  
à La Haye.*

---

## Nr. IV

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION  
DE L'UNION ÉCONOMIQUE BENELUX

La Haye, le 26 avril 1968.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour, libellée comme suit:

(zoals in Nr. III)

Je confirme que je ne manquerai pas de soumettre ce problème aux Autorités compétentes du Benelux.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(s.) R. VERHAGEN

*A Monsieur le Président  
de la Délégation de la  
République Populaire de  
Pologne  
à La Haye.*

## Nr. V

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION  
DE L'UNION ÉCONOMIQUE BENELUX

La Haye, le 26 avril 1968.

Monsieur le Président,

Au cours des pourparlers de la Commission Mixte qui ont abouti à la signature du Procès-Verbal, en date de ce jour, vous avez soulevé le problème de la répartition entre les Pays-Bas et l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise des contingents repris à la liste „P-2”, ainsi que celui de la procédure d'octroi des licences d'importation.

A cet égard j'ai eu l'honneur de vous communiquer ce qui suit:

Les licences étant délivrées par les trois instances compétentes des pays Benelux, une répartition provisoire des contingents repris à la liste „P-2” s'impose. Elle est de nature à faciliter l'octroi des licences.

Les dispositions nécessaires sont prises dans le cadre de la politique commerciale commune du Benelux afin d'éviter que la susdite répartition des contingents ne donne lieu à leur non-épuisement.

Si nécessaire, des mesures correctrices sont prises dans le courant de la période contingente.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(s.) R. VERHAGEN.

*A Monsieur le Président  
de la Délégation de la  
République Populaire  
de Pologne  
à La Haye.*

---

Ter gelegenheid van de van 15 tot 28 april 1969 te Warschau door de Gemengde Commissie gevoerde besprekingen, werden op 28 april 1969 te Warschau tussen de voorzitters van de Benelux-delegatie en de Poolse delegatie brieven gewisseld, waarin werd overeengekomen dat de beide Partijen zich ook in 1969 zouden houden aan de bepalingen van de onderhavige Overeenkomst, met de daaraan gehechte documenten, alsmede aan de bepalingen van het Proces-verbaal van 26 april 1968, met de daaraan gehechte brieven.

---

Voor de op 22 augustus 1967 te Warschau ondertekende Overeenkomst inzake economische, industriële en technische samenwerking tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Volksrepubliek Polen zie ook *Trb.* 1968, 82.

Van de op 30 oktober 1947 te Genève tot stand gekomen Algemene Overeenkomst betreffende Tarieven en Handel (GATT), zoals deze Overeenkomst sedert 15 februari 1961 luidt, naar welke Overeenkomst onder meer in bovenstaand Proces-verbaal wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1966, 1. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1967, 160. Van het op 8 februari 1965 te Genève tot stand gekomen Protocol tot wijziging van de Algemene Overeenkomst betreffende Tarieven en Handel door invoeging in die Overeenkomst van een Deel IV met betrekking tot handel en ontwikkeling zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1966, 87. Zie ook *Trb.* 1967, 164.

Van het op 30 juni 1967 te Genève tot stand gekomen Protocol inzake de toetreding van Polen tot de Algemene Overeenkomst betreffende Tarieven en Handel, naar welk Protocol onder meer in bovenstaand Proces-verbaal wordt verwezen, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1967, 173.

Uitgegeven de achtste januari 1970.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*

J. LUNS.